

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

CELLCOM

Siège Social : 25 Rue de l'Artisanat CHARGUIA 2 ARIANA.

La société CELLCOM publie, ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2019 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le 30 décembre 2020. Ces états sont accompagnés du rapport d'audit du commissaire aux comptes : Mr Achref GUERMECH (AMC Ernst & Young).

Groupe CELLCOM
BILAN CONSOLIDE
(Exprimé en Dinar Tunisien)

	Notes	31 Décembre	
		2019	2018
ACTIFS			
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations incorporelles		366 274	366 274
- Amortissements des immobilisations incorporelles		(365 393)	(333 161)
Immobilisations incorporelles nettes	A.1	881	33 113
Immobilisations corporelles		2 990 075	2 890 328 (*)
- Amortissements des immobilisations corporelles		(2 514 124)	(2 371 034) (*)
Immobilisations corporelles nettes	A.1	475 951	519 294
Immobilisations financières		852 132	603 990
- Provisions pour dépréciation des immobilisations financières		(322 616)	(313 310)
Immobilisations financières nettes	A.2	529 516	290 680
Total des actifs immobilisés		1 006 347	843 087
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		1 006 347	843 087
ACTIFS COURANTS			
Stocks		9 610 385	12 438 195
- Provisions pour dépréciation des stocks		(1 498 569)	(1 082 083)
Stocks nets	A.3	8 111 816	11 356 112
Clients et comptes rattachés		24 087 481	21 414 182
- Provisions pour dépréciation des comptes clients		(7 309 783)	(6 041 873)
Clients et comptes rattachés nets	A.4	16 777 699	15 372 309
Autres actifs courants		8 362 025	6 542 573
- Provisions pour dépréciation des autres actifs courants		(953 134)	(951 953)
Autres actifs courants nets	A.5	7 408 891	5 590 620
Placements et autres actifs financiers	A.6	263 000	-
Liquidités et équivalents de liquidités		3 796 862	5 272 343
- Provisions pour dépréciation des liquidités		(3 876)	(3 876)
Liquidités et équivalents de liquidités nets	A.7	3 792 986	5 268 467
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		36 354 391	37 587 508
TOTAL DES ACTIFS		37 360 738	38 430 595

(*) Données retraitées pour les besoins de comparabilité (Cf. Note A1)

Groupe CELLCOM
BILAN CONSOLIDE
(Exprimé en Dinar Tunisien)

	<u>Notes</u>	<u>31 Décembre</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
CAPITAUX PROPRES			
Capital social		4 461 532	4 461 532
Réserves - Part du Groupe		5 501 813	9 051 743
Résultat de l'exercice – Part du Groupe		(1 654 888)	(3 433 590)
Total des capitaux propres - Part du Groupe	A.8	8 308 457	10 079 685
Intérêts des minoritaires dans les réserves		29 156	271 923
Intérêts des minoritaires dans le résultat		(12 000)	(2 666)
Total des intérêts minoritaires		17 156	269 257
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	A.8	8 325 613	10 348 942
PASSIFS			
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts	A.9	92 846	54 677
Provisions pour risques et charges	A.10	872 316	450 724
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		965 162	505 401
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et comptes rattachés	A.11	10 056 880	8 350 055
Autres passifs courants	A.12	1 878 734	2 166 230
Concours bancaires et autres passifs financiers	A.13	16 134 350	17 059 967
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		28 069 963	27 576 252
TOTAL DES PASSIFS		29 035 125	28 081 653
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		37 360 738	38 430 595

Groupe CELLCOM

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE

(Exprimé en Dinar Tunisien)

	Notes	Période de 12 mois close le	
		31/12/2019	31/12/2018
Revenus	B.1	41 294 520	35 052 795
<u>Total produits d'exploitation</u>		41 294 520	35 052 795
Coût d'achat des marchandises vendues	B.2	33 682 746	27 727 844
Charges de personnel	B.3	2 495 714	2 711 610
Dotations aux amortissements et aux provisions	B.4	2 316 735	2 205 281
Autres charges d'exploitation	B.5	2 899 897	2 879 763
<u>Total des charges d'exploitation</u>		41 395 092	35 524 498
<u>RESULTAT D'EXPLOITATION</u>		(100 572)	(471 703)
Charges financières nettes	B.6	(1 552 902)	(2 976 491)
Produits des placements		17 113	67 041
Autres gains ordinaires	B.7	96 345	35 159
Autres pertes ordinaires		(21 002)	(2 534)
<u>RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT</u>		(1 561 018)	(3 348 528)
Impôts exigibles	B.8	(105 870)	(87 728)
<u>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</u>		(1 666 888)	(3 436 256)
Part revenant aux intérêts minoritaires		(12 000)	(2 666)
Part revenant au groupe		(1 654 888)	(3 433 590)

Groupe CELLCOM

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(Exprimé en Dinar Tunisien)

	Notes	Période de 12 mois close le	
		31/12/2019	31/12/2018
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Résultat net		<u>(1 666 888)</u>	<u>(3 436 256)</u>
Ajustements pour			
*Amortissements et provisions		2 316 735	2 205 281
*Variation des :			
- Stocks		2 827 810	(4 329 835)
- Créances clients		(2 673 299)	(2 328 927)
- Autres actifs		(1 819 452)	495 797
- Placements courants		(263 000)	-
- Fournisseurs et autres dettes		1 419 328	3 368 584
- Intérêts courus		18 335	-
*Plus ou moins-values de cessions		(56 102)	(6 500)
*Correction résultats reportés et marges sur stock initial		-	(28 573)
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	C1	<u>103 469</u>	<u>(4 060 429)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décaissement pour acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(144 189)	(16 035)
Encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		71 800	6 500
Décaissements pour acquisition d'immobilisations financières		(2 471)	-
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières		1 950	-
Impact de la variation du périmètre		(600 255)	(156 676)
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	C2	<u>(673 165)</u>	<u>(166 211)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation des emprunts leasing (Principal)		60 697	(135 630)
Variation des crédits de financement à court terme		(2 050 888)	4 889 750 (*)
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement	C3	<u>(1 990 191)</u>	<u>4 754 120</u>
Incidence des variations des taux de change		-	100 776
Variation de trésorerie		<u>(2 559 888)</u>	<u>628 256 (*)</u>
Trésorerie au début de l'exercice		125 750	(502 506) (*)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	C4	<u>(2 434 137)</u>	<u>125 750 (*)</u>

(*) Données retraitées pour les besoins de comparabilité (Cf. Note aux Etats Financiers consolidés VII)

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

I. Présentation du Groupe

Le Groupe CELLCOM est un groupe de sociétés composé des quatre sociétés suivantes :

- « CELLCOM SA » (Société mère) : Société anonyme cotée en bourse ayant pour capital 4 461 532 Dinars. La société a pour objet la commercialisation et la distribution en gros du matériel et des équipements de télécommunication. Elle commercialise aussi les équipements d'architecture électronique, informatique et audiovisuelle. Elle effectue également les prestations de services après-vente des produits commercialisés. Elle est également distributeur des lignes et des cartes de recharge téléphoniques de Tunisie Télécom.
- « Cellcom Retail » : SARL au capital de 40 000 Dinars ayant pour objet principal le commerce de détail du matériel et des équipements de télécommunication.
- « Cellcom Distribution » : SARL au capital de 100 000 Dinars ayant pour objet principal la commercialisation des petits électroménagers, des produits audiovisuels, des écrans de télévision, des récepteurs et des paraboles.
- « Cellcom international » : SARL au capital de 150 000 Dinars créée en 2018 et non encore entrée en activité au 31/12/2019.

II. Référentiel comptable

Les Etats Financiers consolidés du Groupe CELLCOM, arrêtés au 31 Décembre 2019, sont élaborés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie tels que définis par la loi 96-112 et le décret 96-2459 du 30 Décembre 1996. Il s'agit, entre autres :

- Du Cadre Conceptuel ;
- De la Norme Comptable Générale (NCT 1) ;
- Des Normes Comptables relatives à la consolidation (NCT 35 à 37) ;
- De la Norme Comptable relative aux regroupements d'entreprises (NCT 38) et
- De la Norme Comptable relative aux informations sur les parties liées (NCT 39).

III. Principes de comptabilisation

Les Etats Financiers consolidés sont Libellés en Dinars Tunisiens et sont préparés en respectant notamment les hypothèses sous-jacentes et les conventions comptables suivantes :

- Hypothèse de la continuité de l'exploitation
- Hypothèse de la comptabilité d'engagement
- Convention de l'entité
- Convention de l'unité monétaire
- Convention de la périodicité
- Convention du coût historique
- Convention de la réalisation du revenu
- Convention de rattachement des charges aux produits
- Convention de l'objectivité
- Convention de permanence des méthodes
- Convention de l'information complète
- Convention de prudence
- Convention de l'importance relative
- Convention de prééminence du fond sur la forme

IV. Principes de consolidation

Les filiales correspondent aux entreprises dans lesquelles le Groupe possède, directement ou indirectement, plus de 40% des droits de vote ou dispose du pouvoir d'exercer un contrôle sur leurs activités.

Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le Groupe a obtenu le contrôle et ce jusqu'à la date à laquelle l'exercice de ce contrôle cesse.

Les Etats Financiers des filiales couvrent la même période de référence que celle de la société mère, et sont préparés sur la base de méthodes comptables homogènes.

Tous les soldes, produits et charges intra-Groupe ainsi que les profits et pertes latents résultant de transactions internes sont éliminés.

Les intérêts minoritaires représentent la part des profits ou des pertes ainsi que les actifs nets, qui ne sont pas détenus par le Groupe. Ils sont présentés dans le compte de résultat consolidé et dans les capitaux propres du bilan consolidé séparément du résultat et des capitaux propres attribuables à la société mère.

L'intégration globale s'applique aux entreprises contrôlées de manière exclusive par le Groupe. Elle requiert la substitution du coût d'acquisition des titres de participation détenus dans les filiales par l'ensemble des éléments actifs et passifs de celles-ci tout en dégageant la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et le résultat.

V. Périmètre et méthodes de consolidation

Les Etats Financiers consolidés comprennent les Etats Financiers de la société « CELLCOM SA » et ceux de ses filiales arrêtés au 31 Décembre 2019.

Le périmètre de consolidation ainsi que les méthodes de consolidation du Groupe Cellcom se présentent comme suit :

Sociétés	2019		2018		Méthode de consolidation
	%	%	%	%	
	de contrôle	d'intérêt	de contrôle	d'intérêt	
CELLCOM SA	100,00%	100,00%	100,0%	100,00%	Intégration Globale
CELLCOM DISTRIBUTION	99,00%	99,00%	99,0%	99,00%	Intégration Globale
CELLCOM RETAIL	70,00%	70,00%	70,0%	70,00%	Intégration Globale
CELLCOM INTERNATIONAL	100,00%	100,00%	100,0%	100,00%	Intégration Globale
CELLCOM COTE D'IVOIRE	70,00%	70,00%	70,00%	70,00%	Exclue du périmètre (*)
CELLCOM MAROC	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%	Exclue du périmètre (**)

(*) La société « Cellcom Côte d'Ivoire » a été exclue du périmètre de consolidation depuis 2018 et a fait l'objet d'une réserve au niveau de notre opinion d'audit sur les Etats Financiers Consolidés.

(**) La société « Cellcom Maroc » a été exclue du périmètre de consolidation en 2019 alors qu'elle était consolidée par intégration globale en 2018 et a fait l'objet d'une réserve au niveau de notre opinion d'audit sur les Etats Financiers Consolidés.

VI. Méthodes comptables

Les principes comptables les plus significatifs utilisés pour la préparation des Etats Financiers consolidés du Groupe CELLCOM se résument comme suit :

► Revenus

Les revenus provenant des ventes de marchandises sont mesurés à la juste valeur des contreparties reçues ou à recevoir. Les revenus sont nets de remises et réductions commerciales consenties par l'entreprise et les rendus acceptés par elle. Les sommes encaissées pour le compte de tiers, par exemple les taxes collectées pour le compte de l'Etat, ne font pas partie des revenus.

Les revenus provenant de la vente de marchandises sont comptabilisés, conformément à la Norme Comptable Tunisienne 3, lorsque l'ensemble des conditions suivantes sont satisfaites :

- L'entreprise a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété ;
- Le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable ;
- Il est probable que des avantages futurs associés à l'opération bénéficieront à l'entreprise et
- Les coûts encourus ou à encourir concernant l'opération peuvent être mesurés de façon fiable.

► Stocks

Les stocks de marchandises acquises par la société sont évalués à leur coût d'acquisition. Ce coût comprend le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et les taxes non récupérables par l'entreprise ainsi que les frais de transport, d'assurance liée au transport et les autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés, déduction faite de toutes les réductions commerciales obtenues.

La formule de valorisation adoptée par la société est celle du coût moyen pondéré et les flux d'entrée et de sortie de stocks sont comptabilisés selon la méthode de l'inventaire intermittent.

A la date de clôture, il est procédé à la détermination de la valeur de réalisation nette des stocks sur la base des hypothèses les plus vraisemblables de la valeur probable de réalisation dans des conditions normales de vente. Toute dépréciation et/ou perte éventuelles sont constatées en charges de l'exercice.

Pour les articles à rotation lente, la Direction de la société a prévu une politique de dépréciation qui varie en fonction de la catégorie des articles et de leur antériorité.

► Participations

Les titres de participations détenus par la société sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. A la date de clôture, il est procédé à l'évaluation des placements à long terme à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

La valeur d'usage des titres de participation est déterminée, conformément à la Norme Comptable Tunisienne 7 relative aux placements, en tenant compte de plusieurs facteurs notamment la valeur de marché, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.

► Éléments Libellés en monnaie étrangère

Tout actif, passif, produit ou charge résultant d'une opération en monnaie étrangère est converti en monnaie de comptabilisation à la date de l'opération selon le taux de change en vigueur à cette date conformément à la Norme Comptable Tunisienne 15 relative aux opérations en monnaies étrangères.

A chaque date de clôture, les éléments monétaires libellés en monnaies étrangères sont évalués en utilisant le taux de change en vigueur à la date de clôture. Les gains ou pertes de change ainsi résultant sont constatés en résultat. Les éléments non monétaires qui sont comptabilisés au coût historique exprimé en monnaies étrangères restent évalués au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

► Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées au coût historique qui englobe le prix d'acquisition, les droits et taxes supportés et non récupérables ainsi que tous les frais engagés en vue de mettre l'immobilisation en état de marche en vue de l'utilisation prévue (fret, assurance, etc.).

► Homogénéisation et Elimination des soldes et transactions intra-Groupe

Les opérations et transactions internes sont traitées de manière à neutraliser leurs effets. Ces opérations concernant principalement les comptes courants entre sociétés du périmètre.

Les soldes réciproques ainsi que les produits et charges résultant d'opérations internes au Groupe sont éliminés lorsqu'ils concernent des filiales faisant l'objet d'une intégration globale ou intégration proportionnel au prorata du pourcentage d'intérêt.

► Impôt différé

Les sociétés du Groupe CELLCOM sont soumises à l'impôt sur les sociétés (IS) selon les règles et les taux en vigueur en Tunisie.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible. Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables.

VII. Retraitement des données comparatives – Etat des flux de trésorerie consolidé

Les données comparatives de l'état des flux de trésorerie au titre de la période arrêtées le 31 Décembre 2018 ont été retraitées pour les besoins de comparabilité comme suit :

Libellés	31/12/2018	
	Avant retraitements	Retraitements
		31/12/2018 Après retraitements
<i>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</i>		
Variation des crédits de financement à court terme	-	4 889 750 (A) 4 889 750
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement	(135 630)	4 889 750 (A) 4 754 120
<i>Variation de la trésorerie</i>	(4 261 494)	4 889 750 (A) 628 256
Trésorerie au début de l'exercice	(7 480 601)	6 978 095 (B) (502 506)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(11 742 095)	11 867 845 125 750

(A) Il s'agit des variations des crédits de financement à court terme ainsi que des crédits de mobilisation des créances commerciales de la société « CELLCOM SA » présentées au titre de l'exercice clos au 31 Décembre 2018 parmi les liquidités et équivalents de liquidités et reclassées vers les flux de trésorerie liées aux activités de financement.

(B) Il s'agit de l'impact du retraitement des variations des crédits de financement à court terme ainsi que des crédits de mobilisation des créances commerciales sur la trésorerie de la société « CELLCOM SA » au début de l'exercice 2018.

VIII. Informations afférentes aux éléments des Etats Financiers Consolidés

A- Notes du bilan consolidé

A.1 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles nettes s'élèvent à 476 831 DT au 31 Décembre 2019 contre 552 407 DT au 31 Décembre 2018. Le tableau de variation des immobilisations pour la période allant du 1er Janvier 2019 au 31 Décembre 2019 se présente comme suit :

Désignations	Valeurs brutes au 31/12/2018	Acquisitions	Cessions	Valeurs brutes au 31/12/2019	Amortissements cumulés au 31/12/2018	Dotations aux amortissements au 31/12/2019	Régularisations	Dotations aux provisions au 31/12/2019	Amortissements et provisions cumulés au 31/12/2019	VCN au 31/12/2018	VCN au 31/12/2019
Logiciels	366 274	-	-	366 274	333 161	32 233	-	-	365 393	33 113	881
Immobilisations incorporelles	366 274	-	-	366 274	333 161	32 233	-	-	365 393	33 113	881
Matériels et outillages	139 490	2 118	-	141 608	128 028	4 333	-	-	132 361	11 462	9 246
Agencements, aménagements et installations	1 151 755	10 769	(21 139)	1 141 385	824 619	63 052	(5 441)	-	882 230	327 137	259 156
Equipements de bureau	177 947	3 500	-	181 447	145 306	7 000	-	-	152 306	32 641	29 141
Matériels informatiques	300 762	15 142	-	315 904	291 102	6 873	-	-	297 975	9 659	17 928
Matériels de transport	96 316	20	(23 303)	73 033	82 415	11 923	(23 303)	-	71 035	13 901	1 998
Matériels de transport à statut juridique particulier (*)	1 002 058	112 641	-	1 114 698	899 564	56 653	-	-	956 216	102 494	158 482
Immobilisations en cours (*)	22 000	-	-	22 000	-	-	-	22 000	22 000	22 000	-
Immobilisations corporelles	2 890 328	144 189	(44 442)	2 990 075	2 371 034	149 834	(28 744)	22 000	2 514 124	519 294	475 951
Total des immobilisations	3 256 602	144 189	(44 442)	3 356 349	2 704 195	182 067	(28 744)	22 000	2 879 517	552 407	476 831

(*) Les soldes relatifs aux matériels de transport à statut juridique particulier ainsi qu'aux immobilisations en cours de la société « CELLCOM SA » étaient présentés de manière séparée au bilan de l'exercice clos au 31 Décembre 2018. En 2019, les soldes de ces rubriques ont été inclus dans le solde des immobilisations corporelles.

A.2 Immobilisations financières

Les immobilisations financières nettes s'élèvent à 529 516 DT au 31 Décembre 2019 contre 290 680 DT au 31 Décembre 2018 et se détaillent comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2019	Soldes au 31/12/2018
Titres de participation non consolidés et créances rattachées (*)	555 640	308 018
Dépôts et cautionnements	296 492	295 972
Total Brut	852 132	603 991
Provisions pour dépréciation des immobilisations financières (*)	(322 616)	(313 310)
Total net	529 516	290 680

(*) Incluent les titres de participation dans « Cellcom Côte d'Ivoire » et « Cellcom Maroc » s'élevant respectivement à 307 020 Dinars, totalement provisionnés, et 247 620 Dinars, provisionnés à hauteur de 3 806 Dinars.

A.3 Stocks

Les stocks nets s'élèvent à 8 111 816 DT au 31 Décembre 2019 contre 11 356 112 DT au 31 Décembre 2018 et se détaillent comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2019	Soldes au 31/12/2018
Stocks de marchandises	7 294 867	10 677 923
Stocks en transit	2 315 518	1 760 271
Total Brut	9 610 385	12 438 195
Provisions pour dépréciation des stocks	(1 498 569)	(1 082 083)
Total net	8 111 816	11 356 112

A.4 Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés nets s'élèvent 16 777 699 DT au 31 Décembre 2019 contre 15 372 309 DT au 31 Décembre 2018 et se détaillent comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2019	Soldes au 31/12/2018
Clients ordinaires	9 433 820	8 455 289
Clients - Effets à recevoir	5 736 726	2 396 937
Clients - Chèques impayés	3 337 488	2 755 353
Clients douteux	2 352 755	2 169 316
Clients - Traités impayées	2 074 487	1 745 519
Clients - Traités cautionnées	1 003 807	3 891 770
Clients - Factures à établir	148 398	-
Total Brut	24 087 481	21 414 182
Provisions pour dépréciation des comptes clients	(2 352 755)	(2 169 316)
Provisions sur effets et chèques impayés	(4 957 028)	(3 872 557)
Total net	16 777 699	15 372 309

A.5 Autres actifs courants

Les autres actifs courants nets s'élèvent à 7 408 891 DT au 31 Décembre 2019 contre 5 590 620 DT au 31 Décembre 2018 et se détaillent comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2019	Soldes au 31/12/2018
Débiteurs divers	4 347 364	748 758
Etat, Impôts et taxes	3 006 311	2 344 764
Produits à recevoir	471 702	395 745
Comptes transitoires	470 256	3 023 234
Charges constatées d'avance	41 339	13 335
Prêts aux personnels	16 557	13 536
Fournisseurs - avances et acomptes	8 496	3 201
Total Brut	8 362 025	6 542 573
Provisions pour dépréciation des autres actifs courants	(953 134)	(951 953)
Total net	7 408 891	5 590 620

A.6 Placements et autres actifs financiers

Les placements et autres actifs financiers s'élèvent à 263 000 DT au 31 Décembre 2019 contre un solde nul au 31 Décembre 2018 et sont relatifs aux placements à courts terme effectués par les sociétés du groupe.

A.7 Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités nets s'élèvent à 3 792 986 DT au 31 Décembre 2019 contre 5 268 467 DT au 31 Décembre 2018 et se détaille comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2019	Soldes au 31/12/2018
BH	3 278 923	1 658 012
Effets et chèques a l'encaissement	255 034	828 483
C.C.P	213 809	416 597
Amen Bank	40 719	20 648
Caisse courante	4 525	14 617
Virement en instance	3 853	460 307
Tunisie factoring	-	269 621
Wafa Bank	-	584 573
Caisse commerciale	-	15 909
Cessions des créances professionnelles	-	1 003 576
Total Brut	3 796 862	5 272 343
Provisions pour dépréciation des liquidités	(3 876)	(3 876)
Total net	3 792 986	5 268 467

A.8 Tableau de variation des capitaux propres

Le tableau de variation des capitaux propres pour la période allant du 1er Janvier 2019 au 31 Décembre 2019 se présente comme suit :

Rubriques	Soldes au 01/01/2019	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Variation du périmètre	Soldes au 31/12/2019
Capital social	4 461 532				4 461 532
Réserves consolidées (Groupe)	9 051 743	(3 433 590)		(116 339)	5 501 813
Résultats consolidés (Groupe)	(3 433 590)	3 433 590	(1 654 888)		(1 654 888)
Capitaux propres du groupe	10 079 685	-	(1 654 888)	(116 339)	8 308 457
Intérêts des minoritaires (réserves & capital)	271 923	(2 666)		(240 102)	29 156
Intérêts des minoritaires (résultat)	(2 666)	2 666	(12 000)		(12 000)
Intérêts des minoritaires	269 257	-	(12 000)	(240 102)	17 156
Total des capitaux propres consolidés	10 348 942	-	(1 666 888)	(356 441)	8 325 613

(*) Le nombre d'actions rachetées par la société mère en vue de régulariser le cours boursier s'élève au 31 Décembre 2019 à 55 061 actions (soit 1,2%), le coût d'acquisition de ces actions s'élève à 145 912 Dinars. La valeur boursière de ces titres s'élève à 204 276 Dinars.

A.9 Emprunts

Les emprunts s'élèvent à 92 846 DT au 31 Décembre 2019 contre 54 677 DT au 31 Décembre 2018 et se rattachent exclusivement aux échéances à plus d'un an sur emprunts leasing.

A.10 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 872 316 DT au 31 Décembre 2019 contre 450 724 DT au 31 Décembre 2018 et se rapportent aux différents risques opérationnels encourus par le Groupe.

A.11 Fournisseurs et comptes rattachés

Les fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent à 10 056 880 DT au 31 Décembre 2019 contre 8 350 055 DT au 31 Décembre 2018 et se détaille comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2019	Soldes au 31/12/2018
Fournisseurs locaux	1 636 099	1 459 565
Fournisseurs étrangers	8 420 781	6 890 490
Total	10 056 880	8 350 055

A.12 Autres passifs courants

Les autres passifs courants s'élèvent à 1 878 734 DT au 31 Décembre 2019 contre 2 166 230 DT au 31 Décembre 2018 et se détaillent comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2019	Soldes au 31/12/2018
Charges à payer	651 977	1 003 094
Dettes fiscales	335 853	213 735
Créditeurs divers	231 176	144 492
Recettes en instance d'affectation	193 645	193 645
Dettes envers le personnel	187 022	352 395
Dettes sociales	150 952	154 089
Clients avances et acomptes	86 966	3 463
Comptes transitoires passifs	38 278	38 278
Assurance groupe	2 865	6 543
Clients factures d'avoir à établir	-	47 477
Produits constatés d'avance	-	9 020
Total	1 878 734	2 166 230

A.13 Concours bancaires et autres passifs financiers

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 Décembre 2019 à 16 134 350 DT contre 17 059 967 DT au 31 Décembre 2018 et se détaille comme suit :

Libellés	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Crédit de mobilisation de créances commerciales	9 816 956	11 867 845
Banque de l'Habitat (Exploitation)	4 077 491	2 699 616
Chèques à payer	2 150 746	2 444 809
Crédit a moins d'un an Hannibal Lease	68 059	45 530
Intérêts courus et non échus	18 335	-
Attijari Bank	2 270	1 675
UBCI	493	493
Total	16 134 350	17 059 967

B- Notes de l'état de résultat consolidé**B.1 Revenus**

Les revenus s'élèvent à 41 294 520 DT au titre de l'exercice 2019 contre 35 052 795 DT au titre de l'exercice 2018 et se détaillent comme suit :

Libellés	2 019	2 018
Revenus des ventes	41 327 821	35 100 272
Remises et ristournes accordées	(33 301)	(47 477)
Total	41 294 520	35 052 795

B.2 Coût d'achat des marchandises vendues

Le coût d'achat des marchandises vendues s'élève à 33 682 746 DT au titre de l'exercice 2019 contre 27 727 844 DT au titre de l'exercice 2018 et se détaillent comme suit :

Libellés	2 019	2 018
Achats de marchandises	27 819 685	28 405 773
Frais sur achats de marchandises	2 480 006	2 807 546
Variation des stocks de marchandises	3 383 055	(3 485 475)
Total	33 682 746	27 727 844

B.3 Charges de personnel

Les charges de personnel s'élèvent à 2 495 714 DT au titre de l'exercice 2019 contre 2 711 610 DT au titre de l'exercice 2018 et se détaillent comme suit :

Libellés	2 019	2 018
Rémunérations brutes	2 069 178	2 218 681
Cotisations sociales	356 458	382 263
Assurance groupe	70 078	110 666
Total	2 495 714	2 711 610

B.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions s'élèvent à 2 316 735 DT au titre de l'exercice 2019 contre 2 205 281 DT au titre de l'exercice 2018 et se détaillent comme suit :

Libellés	2 019	2 018
Dotations aux provisions pour dépréciations des créances clients	1 432 606	1 842 638
Dotations aux provisions pour risques et charges	421 592	81 753
Dotations aux provisions pour dépréciations des stocks	416 486	173 724
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	182 067	292 447
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations en cours	22 000	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des actifs	20 553	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	5 500	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des fournisseurs débiteurs	-	16 839
Reprises sur provisions pour dépréciation des actifs	(19 372)	(41 358)
Reprises sur provisions pour dépréciations des créances	(164 696)	(160 762)
Total	2 316 735	2 205 281

B.5 Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation s'élèvent à 2 899 897 DT au titre de l'exercice 2019 contre 2 879 763 DT au titre de l'exercice 2018 et se détaillent comme suit :

Libellés	2 019	2 018
Frais de Marketing	890 866	1 079 892
Honoraires et commissions	599 549	281 611
Locations	279 604	417 397
Achats non stockés	208 282	238 316
Frais bancaires	236 601	168 132
Impôts et taxes	198 014	172 865
Entretiens et réparations	118 286	126 173
Déplacements, missions et réceptions	80 669	122 614
Frais de télécommunication	50 608	69 755
Primes d'assurance	72 944	84 020
Autres services extérieurs	67 271	46 261
Etudes, documentations et formations	54 013	35 956
Transport	12 089	41 824
Sous-traitance	15 899	500
Jetons de présence	18 000	-
Pertes ordinaires	-	1 219
Transferts de charges	(2 797)	(6 772)
Total	2 899 897	2 879 763

B.6 Charges financières nettes

Les charges financières nettes s'élèvent à 1 552 902 DT (Charge nette) au titre de l'exercice 2019 contre 2 976 491 DT (Charge nette) au titre de l'exercice 2018 et se détaillent comme suit :

Libellés	2 019	2 018
Intérêts bancaires sur opérations de financement	600 013	1 153 211
Différences de change nettes	390 760	1 379 000
Agios débiteurs	399 048	327 364
Intérêts sur escomptes et encaissements d'effets	153 957	89 258
Intérêts Hannibal Lease	9 047	8 452
Intérêts Tunisie factoring	76	19 206
Total	1 552 902	2 976 491

B.7 Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires s'élèvent à 96 345 DT au titre de l'exercice 2019 contre 35 159 DT au titre de l'exercice 2018 et se détaillent comme suit :

Libellés	2019	2018
Produits nets sur cessions des immobilisations	66 000	6 500
Autres gains	30 345	28 659
Total	96 345	35 159

B.8 Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés s'élève à 105 870 DT au titre de l'exercice 2019 contre 87 728 DT au titre de l'exercice 2018 et correspondent à la charge d'impôt exigible.

C- Notes de l'état des flux de trésorerie consolidé**C.1 Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation**

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation sont positifs et s'élèvent à 103 469 DT au titre de l'exercice 2019 contre un flux négatif de 4 060 429 DT au titre de l'exercice 2018 et se détaillent comme suit :

Désignations	Soldes au	Soldes au	Variation
	31/12/2019	31/12/2018	
Résultat net de l'exercice (Groupe)			(1 654 888)
Part revenant aux intérêts minoritaires			(12 000)
Ajustements pour :			
Amortissements des immobilisations	2 879 517	2 704 195	175 322
Ajustement pour amortissements des immobilisations cédées			28 744
Ajustement sortie du périmètre (provision sur titres Maroc)			(3 806)
Provisions pour dépréciations des immobilisations financières	322 616	313 310	9 306
Provisions pour dépréciation des stocks	1 498 569	1 082 083	416 486
Provisions pour dépréciation des créances clients	7 309 783	6 041 873	1 267 910
Provisions pour dépréciation des autres créances	953 134	951 953	1 181
Provisions pour risques et charges	872 316	450 724	421 592
Total 1			2 316 736
Ajustements pour variation des :			
Stocks	9 610 385	12 438 195	2 827 810
Créances clients	24 087 481	21 414 182	(2 673 299)
Autres actifs	8 362 025	6 542 573	(1 819 452)
Placements courants	263 000	-	(263 000)
Fournisseurs et autres dettes	11 935 613	10 516 285	1 419 328
Intérêts courus	18 335	-	18 335
Total 2			(490 277)
Ajustement pour plus-value sur cessions d'immobilisations			(56 102)
Total 3			(56 102)
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			103 469

C.2 Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement sont négatifs et s'élèvent à 673 165 DT au titre de l'exercice 2019 contre un flux négatif de 166 211 DT au titre de l'exercice clos au 31 Décembre 2018 et se détaillent comme suit :

Désignations	Soldes au 31/12/2019	Soldes au 31/12/2018	Variation
Décaissements pour acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles			
Variation des immobilisations corporelles et incorporelles	3 356 349	3 256 602	(99 747)
Ajustement pour valeurs brutes des immobilisations cédées			(44 442)
Total 1			(144 189)
Encaissements sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles			
Valeurs brutes des immobilisations cédées			44 442
Amortissements cumulés des immobilisations cédées			(28 744)
Plus-value sur cessions d'immobilisations			56 102
Total 2			71 800
Décaissements pour acquisitions d'immobilisations financières			
Dépôts et cautionnements versés	296 492	295 972	(2 471)
Total 3			(2 471)
Encaissements sur cession d'immobilisations financières			
Dépôts et cautionnements encaissés			1 950
Total 4			1 950
Impact de la sortie du périmètre de « CELLCOM Maroc »			
Autres actifs		16 152	(16 152)
Fournisseurs et autres dettes		(922)	922
Liquidités et équivalents de liquidités		585 025	(585 025)
Total 5			(600 255)
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			(673 165)

C.3 Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement sont négatifs et s'élèvent à 1 990 191 DT au titre de l'exercice 2019 contre un flux positif de 4 754 120 DT au titre de l'exercice 2018 et se détaillent comme suit :

Désignations	Soldes au 31/12/2019	Soldes au 31/12/2018	Variation
Remboursements d'emprunts leasing (Principal)			
Variation des emprunts leasing à long terme	92 846	54 677	38 168
Variation des échéances à moins d'un sur emprunts leasing	68 059	45 530	22 529
Total 1			60 697
Variation des crédits de financement à court terme			
Variation des crédits de financement à court terme	9 816 956	11 867 845	(2 050 888)
Total 2			(2 050 888)
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement			(1 990 191)

C.4 Trésorerie à la clôture de la période

La trésorerie nette accuse un solde négatif de 2 434 137 DT au 31 Décembre 2019 contre un solde positif 125 750 DT au 31 Décembre 2018 se détaillant comme suit :

Libellés	Soldes au 31/12/2019	Soldes au 31/12/2018
Liquidités et équivalents de liquidités	3 796 862	5 272 343
Concours bancaires	(6 230 999)	(5 146 593)
Total	(2 434 137)	125 750

(*) Données retraitées pour les besoins de comparabilité (Cf. Note aux Etats Financiers consolidés VII)

IX. Engagements hors bilan

► Engagements donnés

La société « CELLCOM SA » a consenti au profit de la Banque de l'Habitat un nantissement en premier rang de son fonds de commerce en garantie des crédits de gestion obtenus auprès de cette banque à hauteur de 15 500 000 Dinars.

► Engagements reçus

- La société « CELLCOM SA » a obtenu le cautionnement personnel et solidaire de la société « YKH HOLDING » au profit de la Banque de l'Habitat en garantie des crédits de gestion obtenus à hauteur de de 15 500 000 Dinars.
- La société « CELLCOM SA » a obtenu des cautions de la part de la Banque de l'Habitat au profit de « Tunisie Telecom » en relation avec l'activité de distribution des cartes de recharge pour un montant total de 163 802 Dinars.

X. Vérification fiscale approfondie

La Société « CELLCOM SA » a reçu en Novembre 2020 les résultats du contrôle fiscal approfondi réalisé par l'administration fiscale au cours de l'exercice 2020 et portant sur tous les impôts et taxes auxquels la société est soumise pour les exercices 2016 à 2018, à l'exception de l'impôt sur les sociétés qui a couvert la période 2012 à 2018.

L'administration a réclamé le paiement d'un montant de 532 056 DT, incluant 23 512 de pénalités de retard ainsi que 54 539 DT de pénalités administratives. Ces dernières ont fait l'objet d'une taxation d'office. L'administration a également ramené le crédit d'impôt sur les sociétés au 31 Décembre 2018 de 1 769 227 DT à 1 319 954 DT. A compter de la notification, la société dispose d'un délai de 45 jours pour émettre ses réponses sur les chefs de redressement invoqués par l'administration.

Compte tenu du stade prématuré de l'affaire et du niveau d'incertitude qui la caractérise, la Direction de la société estime que l'impact définitif ne pourra être déterminé de façon fiable que lors du dénouement final du contrôle.

XI. Evènements postérieurs à la date de clôture

Le 11 mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé (« OMS ») a déclaré l'état de pandémie en relation avec la crise sanitaire liée au COVID-19. En Tunisie, des mesures de protection de la santé publique ont été annoncées par le Gouvernement afin de limiter la propagation du virus. Un confinement total a été instauré le 16 Mars 2020 suivi par un déconfinement ciblé à partir du 4 Mai 2020.

Dès le début de la crise sanitaire en Tunisie, le Groupe a réussi à minimiser l'impact de la pandémie et à maintenir ses objectifs pour l'année 2020 en termes de croissance et de rentabilité.

En effet, la période de la crise sanitaire a été caractérisée par :

- Le développement de l'activité des ventes en ligne soutenu par les mesures de confinement appliquées sur le territoire Tunisien ;
- La hausse de l'activité de distribution des cartes de recharge ; et
- L'amélioration de l'activité de recouvrement auprès des clients.

Il est à ce stade prématuré de mesurer les impacts chiffrés de la crise mais les états financiers ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en absence de toute menace sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation.

Les présents Etats Financiers consolidés sont arrêtés par le Conseil d'Administration du 1^{er} Décembre 2020. Par conséquent, ils ne reflètent pas les évènements survenus postérieurement à cette date.

GROUPE CELLCOM

Rapport Général du Commissaire aux Comptes

Etats Financiers consolidés - Exercice clos le 31 Décembre 2019

Messieurs les actionnaires de la société « CELLCOM SA »,

I. Rapport sur l'audit des Etats Financiers Consolidés

1. Opinion avec réserves

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 15 Novembre 2019, nous avons effectué l'audit des Etats Financiers consolidés du Groupe CELLCOM (le « Groupe »), qui comprennent le bilan consolidé arrêté au 31 Décembre 2019, l'état de résultat consolidé et l'état des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces Etats Financiers consolidés font ressortir des capitaux propres consolidés positifs (part du Groupe) de 8 308 457 DT, y compris le résultat consolidé déficitaire de l'exercice (part du Groupe) qui s'élève à 1 654 888 DT.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserves » de notre rapport, les Etats Financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe au 31 Décembre 2019, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

2. Fondement de l'opinion avec réserves

▪ Participation au capital de la société « CELLCOM Côte d'Ivoire »

Les titres de participation détenus sur la société « Cellcom Côte d'Ivoire » accusent, au 31 Décembre 2019, un solde de 307 020 DT totalement provisionné.

Cette filiale a été exclue du périmètre de consolidation à partir de l'exercice 2018.

En absence de toute information sur la situation juridique, comptable et financière de cette entité, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le caractère approprié du traitement comptable retenu par la Direction de la société vis-à-vis de ces titres.

▪ Participation au capital de la société « CELLCOM Maroc »

Les titres de participation détenus sur la société « CELLCOM Maroc » accusent au 31 Décembre 2019 un solde de 247 620 DT, et sont provisionnés à hauteur de 3 806 DT. Ces titres correspondent à une participation de 60% dans le capital de ladite société, qui s'élève à 2 000 000 MAD.

Lors de l'audit des Etats Financiers individuels de la société « CELLCOM SA », il a été relevé sur la base du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 17 Décembre 2018, que cette société a été dissoute et que les travaux de liquidation ont été clôturés par la constatation d'un mali déficitaire de 81 928 MAD. Cependant, à la date de signature du présent rapport, la quote-part de « CELLCOM SA » dans le produit de liquidation, n'a pas encore été encaissée.

En absence du dossier complet de cette affaire incluant notamment le bilan de liquidation, le détail du calcul de l'allocation du produit global de la liquidation entre les associés et les motifs officiels du retard dans l'encaissement de la quote-part dans ce produit, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la régularité et la correcte traduction comptable de cette situation. A noter que la société a exclu cette filiale du périmètre de consolidation en 2019 alors qu'elle était consolidée par intégration globale en 2018.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des Etats Financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserves.

3. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des Etats Financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Outre les questions décrites dans la section « Fondement de l'opinion avec réserves », nous avons déterminé que la question décrite ci-après constituait la question clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

▪ Evaluation des stocks

Risques identifiés

Les stocks de la société « CELLCOM SA » présentent au 31 Décembre 2019 un solde net de 7 222 097 DT soit près de 20% du total des actifs consolidés (Note A.3 aux Etats Financiers).

Les stocks de la société sont évalués à leur coût d'acquisition. Ce coût comprend le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et les taxes non récupérables par l'entreprise ainsi que les frais de transport, d'assurance liée au transport et les autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés, déduction faite de toutes les réductions commerciales obtenues.

La formule de valorisation adoptée par la société est celle du coût moyen pondéré et les flux d'entrée et de sortie de stocks sont comptabilisés selon la méthode de l'inventaire intermittent.

A la date de clôture, il est procédé à la détermination de la valeur de réalisation nette des stocks sur la base des hypothèses les plus vraisemblables de la valeur probable de réalisation dans des conditions normales de vente. Toute dépréciation et/ou perte éventuelles sont constatées en charges de l'exercice.

Pour les articles à rotation lente, la Direction de la société a prévu une politique de dépréciation qui varie en fonction de la catégorie des articles et de leur antériorité.

Les risques suivants ont été identifiés concernant l'évaluation des stocks :

- La nature des stocks de la société, notamment le fait qu'ils soient fortement liés à l'évolution technologique, implique une forte variation de leurs prix de vente, ce qui impacte de façon directe leur valeur de réalisation nette ;
- Pour la comptabilisation de ses stocks, la société applique la méthode de l'inventaire intermittent qui ne favorise pas forcément un suivi continu et en temps réel de la conformité entre les données comptables et les données réelles relatives aux quantités ;
- La société ne dispose pas d'un système informatique dédié au calcul des coûts de revient des stocks. Cette situation la met dans l'obligation de recourir aux traitements manuels et augmente ainsi les risques d'erreurs dans l'évaluation des stocks ;
- Le calcul du coût moyen pondéré des stocks par le système présente des insuffisances ; et
- La société n'a pas mis en place un système rigoureux de suivi des stocks en consignation chez les tiers.

Notre réponse à ce risque

Pour adresser les risques précités, nos travaux ont consisté notamment à réaliser les procédures suivantes :

- Assistance à l'inventaire physique des stocks au niveau des sites les plus importants et vérification par échantillonnage que les quantités recensées ont été correctement prises en compte en comptabilité ;
- Analyse, sur la base d'échantillons, des calculs du coût de revient des stocks en éliminant l'impact des éléments non incorporables ;
- Recalcul, du calcul des coûts moyens pondérés des stocks ;
- Envoi de demandes de confirmation des stocks en consignation aux tiers concernés ;
- Analyse de la bonne application des politiques de provisions des stocks en fonction de leur antériorité ;
- Recalcul de la valeur de réalisation nette des stocks sur la base des ventes post-clôture ou des derniers prix de vente appliqués et vérification du caractère approprié des provisions estimées et comptabilisées.

4. Observations

Nous attirons l'attention sur les points suivants :

- La note X aux Etats Financiers qui mentionne le redressement fiscal reçu par la société « CELLCOM SA » suite au contrôle approfondi portant sur les exercices 2016 à 2018, dont a fait objet la société au cours de l'exercice 2020, ainsi que le fait que le risque réel associé à ce redressement ne pourra être déterminé qu'avec le dénouement définitif de cette affaire.
- La note XI aux Etats Financiers consolidés qui décrit les événements postérieurs à la date de clôture liés à la crise sanitaire COVID-19 et les impacts de cette crise sur les activités du Groupe.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

5. Rapport de gestion du Groupe

La responsabilité du rapport de gestion du Groupe incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les Etats Financiers consolidés ne s'étend pas au rapport du Conseil d'Administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du Groupe dans le rapport de gestion du Groupe par référence aux données figurant dans les Etats Financiers consolidés. Nos travaux consistent à lire le rapport du Conseil d'Administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les Etats Financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion du Groupe, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

6. Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les Etats Financiers consolidés

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des Etats Financiers consolidés conformément au Système Comptable des Entreprises, de la mise en place du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'Etats Financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que de la détermination des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des Etats Financiers consolidés, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

7. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Etats Financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des Etats Financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les Etats Financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les Etats Financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Etats Financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les Etats Financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.



Building a better
working world

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

1. Efficacité du système de contrôle interne du Groupe

En application des dispositions de l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifiée par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, portant promulgation de la réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne du Groupe. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la Direction.

A l'exception des éléments décrits au niveau du paragraphe 4 « Questions clés de l'audit », nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'autres insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les Etats Financiers consolidés.

AMC Ernst & Young
Achraf Guermech

Tunis, le 17 Décembre 2020

